

§ 9. De « SWCS » kan zich ook het recht voorbehouden de toekenning van de lening te laten afhangen van elke andere garantie die het nuttig zou achten.

Art. 7. De aanvrager moet de in artikel 5 bedoelde ecopremies aan de « SWCS » overdragen; zodra die premies worden toegekend, worden ze geboekt op zijn terugbetalingsrekening.

Art. 8. De « SWCS » gaat over tot de energetische expertise van het gebouw dat het voorwerp uitmaakt van de ecolening om de lijst op te stellen van de werkzaamheden en, in voorkomend geval, de orde van hun voorrang, die aan de hand van een ecolening gefinancierd kunnen worden.

Art. 9. In geval van vastgestelde fraude uit hoofde van de lener is hij gehouden tot de terugbetaling van de eventueel geïnde ecopremie(s). Onverminderd de toepassing van de artikelen 27bis en 28 van de wet van 12 juni op het consumentenkrediet wordt een verhoging van de oorspronkelijke rentevoet van de lening tegen de rente die voor een aannemer behorend bij inkomstencategorie 1 bepaald bij het besluit van het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 houdende het reglement van de hypotheekleningen van de "Société wallonne de Crédit social" (Waalse Maatschappij voor Sociaal Krediet) en de "Guichets du Crédit social" (Sociale Kredietloketten) toegepast zou zijn, ook toegepast op het verschuldigd saldo van de ecolening bij wijze van straf. Die rente wordt uitdrukkelijk vermeld in het leningscontract.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 tot invoering van de ecoleningen toegekend door de "Société wallonne de Crédit social".

Namen, 19 december 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 154

[C — 2009/27004]

22 DECEMBRE 2008. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 20 décembre 2007 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, l'article 51bis, alinéa 1^{er}, 2^o, inséré par le décret du 17 juillet 2008;

Vu l'arrêté de Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, l'article 25bis, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, l'article 29bis, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 18 octobre 2007 approuvant le programme d'actions relatif au Fonds Energie pour 2008 et 2009;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 28 août 2008 relative aux mesures coordonnées d'informations, de conseils et de prêts pour améliorer le rendement énergétique des logements;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 19 décembre 2008 instaurant les éco-prêts accordés par le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 19 décembre 2008 instaurant les éco-prêts accordés par la Société wallonne du Crédit social;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 août 2008 et le 19 décembre 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 août 2008 et le 19 décembre 2008;

Vu l'arrêté ministériel du 20 décembre 2007 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 20 décembre 2007 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le point 5^o est remplacé par le texte suivant : « 5^o rénovation : travaux réalisés dans un bâtiment dont le dossier de demande de permis d'urbanisme initial a été déposé à la commune avant le 1^{er} décembre 1996; »;

2^o le point 8^o est remplacé par le texte suivant : « 8^o niveau d'isolation thermique globale K : le niveau K est calculé conformément à la réglementation en vigueur lors de l'introduction de la dernière demande de permis d'urbanisme; à défaut de réglementation existante à cette date, le niveau K est calculé suivant la réglementation en vigueur douze mois avant la date de la facture; »;

3^o le point 9^o est remplacé par le texte suivant : « 9^o administration : le Service public de Wallonie, Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie, Département de l'Energie et du Bâtiment durable »;

4^o un point 16^o est ajouté, rédigé comme suit : « 16^o maître d'ouvrage des investissements : personne qui réalise les investissements éligibles et à qui sont adressées les factures ou notes d'honoraires y relatives ».

Art. 2. A l'article 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o un alinéa 3 est inséré, rédigé comme suit : « Le montant des primes octroyées en vertu du présent arrêté ne peut en aucun cas excéder le montant de la facture relative aux investissements éligibles. »;

2^o un alinéa 6 est inséré, rédigé comme suit :

« Sauf dérogation expresse, toutes les dispositions du présent arrêté qui imposent le recours à un entrepreneur enregistré s'appliquent aux travaux et installations visés dans leur ensemble. »

Art. 3. A l'article 5 du même arrêté, l'alinéa 1^{er} du § 1^{er} est remplacé par le texte suivant :

« Une prime de 8 euros par m² de surface isolée est octroyée en cas de rénovation d'un bâtiment, pour l'isolation thermique du toit ou des combles réalisée par un entrepreneur enregistré au moyen d'un isolant possédant un coefficient de résistance thermique, R, supérieur ou égal à 3,5 m²K/W. »

Art. 4. A l'article 6 du même arrêté, l'alinéa 1^{er} du § 1^{er} est remplacé par le texte suivant :

« Une prime de 25 euros par m² de surface isolée est octroyée en cas de rénovation d'un bâtiment, pour l'isolation thermique des murs en contact avec l'ambiance extérieure ou un espace non chauffé ou qui n'est pas à l'abri du gel, réalisée par un entrepreneur enregistré, au moyen d'un isolant permettant d'atteindre un coefficient global de transmission thermique de la paroi, U_{max}, inférieur à 0,45 W/m²K. »

Art. 5. A l'article 7 du même arrêté, l'alinéa 1^{er} du § 1^{er} est remplacé par le texte suivant :

« Une prime de 25 euros par m² de surface isolée est octroyée en cas de rénovation d'un bâtiment, pour l'isolation thermique des planchers, réalisée par un entrepreneur enregistré, au moyen d'un isolant permettant d'atteindre un coefficient global de transmission thermique du plancher, U, inférieur à 0,5 W/m²K. »

Art. 6. A l'article 10 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, 1°, le nombre « 45 » est remplacé par le nombre « 35 »;

2° au § 1^{er}, le point 3° est remplacé par le texte suivant : « 3° la ventilation de la maison unifamiliale est conforme à la réglementation en vigueur lors de l'introduction de la demande de permis d'urbanisme. »;

3° au § 2, le nombre « 45 » est remplacé par le nombre « 35 ».

Art. 7. A l'article 13 du même arrêté, le dernier alinéa est remplacé par le texte suivant :

« Toutes les informations énumérées ci-dessus seront établies conformément à la réglementation en vigueur lors de l'introduction de la demande de permis d'urbanisme. »

Art. 8. A l'article 23 du même arrêté, l'alinéa 1^{er} du § 1^{er} est remplacé par le texte suivant :

« Une prime de 1.500 euros est octroyée lors de l'installation, pour le chauffage d'un logement satisfaisant aux critères de ventilation conformément à la législation en vigueur lors de l'introduction de la dernière demande de permis d'urbanisme, d'une pompe à chaleur répondant aux critères visés à l'annexe. Le logement doit avoir un niveau d'isolation thermique globale K inférieur ou égal à 45 ou disposer de l'attestation « Construire avec l'énergie ». »

Art. 9. A l'article 24 du même arrêté, l'alinéa 1^{er} du § 1^{er} est remplacé par le texte suivant :

« Une prime de 2.250 euros est octroyée lors de l'installation, pour le chauffage d'un logement satisfaisant aux critères de ventilation conformément à la législation en vigueur lors de l'introduction de la dernière demande de permis d'urbanisme, d'une pompe à chaleur combinée chauffage-eau chaude sanitaire répondant aux critères visés à l'annexe. Le logement doit avoir un niveau d'isolation thermique globale K inférieur ou égal à 45 ou disposer de l'attestation « Construire avec l'énergie ». »

Art. 10. A l'article 31, § 2, du même arrêté, un point 3° est ajouté, rédigé comme suit :

« 3°. Par dérogation au 2°, pour les bâtiments ou parties de bâtiments qui, par changement d'affectation, acquièrent une nouvelle destination et lorsque, contrairement à la situation antérieure, de l'énergie est consommée pour les besoins des personnes, en vue d'obtenir une température intérieure spécifique, le rapport de l'audit énergétique mentionne au minimum :

— la valeur U des parois existantes délimitant en partie ou en totalité le volume à protéger, les mesures d'amélioration préconisées pour ces parois, le niveau K du bâtiment ou de la partie du bâtiment visée, et les valeurs U après travaux des parois existantes délimitant le volume protégé;

— une description du système de chauffage qui est préconisé et l'indication de son rendement global ainsi que des rendements des différents éléments intervenant dans ce rendement global (distribution, émission, production, régulation). »

Art. 11. L'article 36 du même arrêté est remplacé par le texte suivant :

« Par dérogation à l'article 4, alinéa 1^{er}, on entend par demandeur, au sens du présent chapitre, tout syndic d'immeuble, maître d'ouvrage des investissements et désigné conformément aux dispositions du Livre II, titre II, chapitre III, section 2, du Code civil, relatives à la copropriété forcée des immeubles ou groupes d'immeubles bâtis. »

Art. 12. L'article 43 du même arrêté est remplacé par le texte suivant :

« Le bénéfice des primes octroyées en vertu du présent titre est réservé aux sociétés de logement de service public, maîtres d'ouvrage des investissements éligibles.

Par société de logement de service public, on entend toute personne morale visée à l'article 130 du Code wallon du Logement, dénommée ci-après SLSP. »

Art. 13. A l'article 45 du même arrêté, l'alinéa 1^{er} du § 1^{er} est remplacé par le texte suivant : « Une prime de 8 euros par m² de surface isolée est octroyée en cas de rénovation d'un logement, pour l'isolation thermique du toit ou des combles réalisée par un entrepreneur enregistré au moyen d'un isolant possédant un coefficient de résistance thermique, R, est supérieur ou égale à 3,5 m²K/W. »

Art. 14. A l'article 46 du même arrêté, l'alinéa 1^{er} du § 1^{er} est remplacé par le texte suivant :

« Une prime de 25 euros par m² de surface isolée est octroyée en cas de rénovation d'un logement, pour l'isolation thermique des murs en contact avec l'ambiance extérieure ou un espace non chauffé ou qui n'est pas à l'abri du gel, réalisée par un entrepreneur enregistré, au moyen d'un isolant permettant d'atteindre un coefficient global de transmission thermique de la paroi, U_{max}, inférieur à 0,45 W/m²K. »

Art. 15. A l'article 47 du même arrêté, l'alinéa 1^{er} du § 1^{er} est remplacé par le texte suivant : « Une prime de 25 euros par m² de surface isolée est octroyée en cas de rénovation d'un logement, pour l'isolation thermique des planchers, réalisée par un entrepreneur enregistré, au moyen d'un isolant permettant d'atteindre un coefficient global de transmission thermique du plancher, U, inférieur à 0,5 W/m²K. »

Art. 16. A l'article 54 du même arrêté, l'alinéa 1^{er} du § 1^{er} est remplacé par le texte suivant :

« Une prime de 1.500 euros est octroyée lors de l'installation, pour le chauffage d'un logement satisfaisant aux critères de ventilation conformément à la législation en vigueur lors de l'introduction de la dernière demande de permis d'urbanisme, d'une pompe à chaleur répondant aux critères visés à l'annexe. Le logement doit avoir un niveau d'isolation thermique globale K inférieur ou égal à 45 ou disposer de l'attestation « Construire avec l'énergie ». »

Art. 17. A l'article 57 du même arrêté, l'alinéa 1^{er} du § 1^{er} est remplacé par le texte suivant :

« Une prime de 2.250 euros est octroyée lors de l'installation, pour le chauffage d'un logement satisfaisant aux critères de ventilation conformément à la législation en vigueur lors de l'introduction de la dernière demande de permis d'urbanisme, d'une pompe à chaleur combinée chauffage - eau chaude sanitaire répondant aux critères visés à l'annexe. Le logement doit avoir un niveau d'isolation thermique globale K inférieur ou égal à 45 ou disposer de l'attestation « Construire avec l'énergie ». »

Art. 18. A l'article 68 du même arrêté, les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés par les alinéas suivants :

« Une prime est octroyée en cas de rénovation d'un logement, pour des travaux de régulation thermique, à savoir l'installation d'un système donnant priorité à l'eau chaude sanitaire, de vannes thermostatiques, d'un thermostat d'ambiance à horloge et/ou d'une sonde extérieure.

Le montant de cette prime s'élève à :

- 1° vanne thermostatique : 10 euros;
- 2° thermostat d'ambiance : 100 euros;
- 3° sonde extérieure : 100 euros;
- 4° système donnant priorité à l'eau chaude sanitaire : 100 euros. »

Art. 19. L'article 76 du même arrêté est remplacé par le texte suivant :

« Au sens du présent titre, on entend par demandeur, maître d'ouvrage des investissements :

1° toute personne physique, y compris celle qui a la qualité de commerçant ou exerçant une profession indépendante;

2° toute entreprise ayant pris la forme d'une société commerciale visée par le code des sociétés, qui a au moins un siège d'activités en Wallonie, qui répond à la définition des micro-entreprises au sens de l'annexe de la recommandation de la Commission C(2003) 1422 du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises;

3° les syndicats d'immeubles visés à l'article 36 du présent arrêté. »

Art. 20. L'article 79, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, du même arrêté, est remplacé par le texte suivant : « 1° demandeur : toute personne morale, maître d'ouvrage des investissements, à l'exclusion des syndicats d'immeubles visés à l'article 36 et des sociétés de logement de service public visées à l'article 43, qui réalise un investissement éligible au sens du présent titre en Région wallonne; ».

Art. 21. A l'article 93, § 2, alinéa 1^{er}, du même arrêté, le terme « Semestriellement » est remplacé par le terme « Trimestriellement ».

Art. 22. Sous le titre VI du même arrêté un chapitre II/1 est ajouté, intitulé « Procédure de liquidation des primes dans le cadre du programme relatif à l'octroi d'éco-prêts ».

Sous ce nouveau chapitre, les articles suivants sont ajoutés, rédigés comme suit :

« Art. 93/1. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° SWCS : la Société wallonne du Crédit social, en ce compris les guichets du crédit social agréés par celle-ci en Wallonie;

2° FLW : le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie;

3° éco-prêts : dispositif créé par l'arrêté du Gouvernement du 19 décembre 2008 instaurant les éco-prêts accordés par le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie et par l'arrêté du Gouvernement du 19 décembre 2008 instaurant les éco-prêts accordés par la Société wallonne du Crédit social; le dispositif éco-prêts peut être cumulé avec une ou des éco-primes;

4° éco-primes : toutes les primes visées au Titre II, à l'exception des primes visées aux articles 10 et 11, 26 et 27, dans le respect des conditions d'octroi applicables en vertu du présent arrêté; les éco-primes sont octroyées par la SWCS et le FLW.

Art. 93/2. Dans le cadre du dispositif éco-prêts, s'agissant des éco-primes octroyées, la SWCS et le FLW sont tenus de communiquer à l'administration, pour le 10 de chaque mois, un fichier électronique tel qu'établi par l'administration, transmis par courriel avec demande d'accusé de réception. Ce fichier comporte, triée par mesure, la liste des éco-primes liquidées le mois précédent ainsi que leurs données détaillées.

Le montant des éco-primes octroyées par la SWCS et le FLW leur est rétrocédé par l'administration sur base de déclarations de créance spécifiques pour chaque mesure, qui doivent être introduites par la SWCS et le FLW à l'administration, trimestriellement, en 3 exemplaires.

Chaque déclaration de créance spécifique doit être accompagnée d'un relevé des dépenses détaillé, ainsi que des pièces justificatives relatives aux éco-primes effectivement payées.

Art. 93/3. L'administration se réserve le droit de contrôler, au regard des exigences du présent arrêté, le respect des conditions d'octroi des éco-primes versées par la SWCS et le FLW.

Le cas échéant, l'administration procède à la récupération, à charge de la SWCS ou du FLW, des sommes indûment versées.

Art. 93/4. Les primes prévues au présent arrêté ne peuvent être cumulées avec les éco-primes octroyées par l'intermédiaire de la SWCS et du FLW. »

Art. 23. Aux articles 25 et 35 du même arrêté, les termes « simultanément à l'introduction du dossier de prime correspondant » se lisent « simultanément à la date à laquelle le dossier de demande de prime correspondant doit être introduit ».

Art. 24. L'article 98 du même arrêté est remplacé par le texte suivant : « Sans préjudice du droit d'agir directement en justice, le demandeur dont la demande a été refusée peut introduire une demande en reconsidération de la décision de refus. Cette demande est adressée au directeur général de l'administration par courrier motivé dans un délai maximum de nonante jours à dater de la notification de la décision de refus. »

Art. 25. Dans le même arrêté, l'annexe est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

Art. 26. Le présent arrêté ainsi que son annexe entrent en vigueur le 1^{er} février 2009. Leurs dispositions sont applicables aux demandes pour lesquelles le point de départ du délai d'introduction de la demande relative aux investissements éligibles est postérieur au 31 janvier 2009.

Par dérogation à l'alinéa premier, l'article 6 du présent arrêté s'applique lorsque la demande de permis d'urbanisme de la maison unifamiliale est postérieure au 31 janvier 2009.

Namur le 22 décembre 2008.

A. ANTOINE

Annexe

1. DISPOSITIONS GENERALES

1.a. Captation d'énergie.

▪ Dans l'eau :

La captation peut s'effectuer soit dans les eaux de surfaces (rivières, étangs, lacs,...) soit dans les eaux profondes (nappes phréatiques, puits,...), de manière « statique » ou « dynamique ».

La demande de prime sera accompagnée de la note de calcul de l'ensemble du système de prélèvement d'énergie :

— dans le cas d'une captation « dynamique » (par pompage), cela comprend notamment le dimensionnement des éventuels échangeurs thermiques intermédiaires, les débits de fluide, les deltas de température, la puissance des auxiliaires...;

— dans le cas d'une captation « statique » (par échangeur noyé), cela comprend notamment le dimensionnement de l'échangeur, de l'éventuel bassin artificiel ou de la source naturelle,...

▪ Dans le sol :

La captation d'énergie pourra être réalisée soit par un évaporateur enfoui horizontalement soit par un échangeur thermique à eau glycolée enfoui horizontalement ou verticalement dans le sol.

La demande de prime sera accompagnée de la note de calcul du système de prélèvement d'énergie :

— dans le cas de l'utilisation d'un fluide intermédiaire tel que l'eau glycolée, il s'agit soit du dimensionnement de l'échangeur thermique placé horizontalement, soit de la ou des sondes verticales. La note doit notamment préciser le débit du fluide secondaire et la puissance des auxiliaires;

— dans le cas d'un évaporateur horizontal, il s'agit du dimensionnement de ce dernier.

Dans le cas d'une captation par sonde verticale, le formulaire de demande de prime sera accompagné du rapport d'analyse géologique réalisé par ou pour la société de forage.

▪ Dans l'air extérieur :

La captation d'énergie pourra s'effectuer sur l'air extérieur de manière statique ou dynamique.

Les pompes à chaleur qui utilisent l'air extérieur comme source d'énergie pourront éventuellement être munies d'un thermoplongeur électrique d'appoint du côté du rejet de chaleur. Celui-ci devra être placé en aval du condenseur.

Dans le cas d'une captation statique, la pompe à chaleur ne devra pas être équipée d'un dispositif de dégivrage, mais l'échangeur extérieur sera orienté entre l'est et l'ouest en passant par le sud, sans entrave à l'ensoleillement ni à la circulation naturelle de l'air.

Dans ce cas également, la demande de prime sera accompagnée de la note de dimensionnement du système de prélèvement d'énergie. Si un fluide secondaire est utilisé, son débit et la puissance des auxiliaires seront précisés.

Dans tous les cas, si l'exploitation de la ressource naturelle est soumise à l'octroi d'un permis d'urbanisme et/ou d'environnement, la preuve de l'acceptation de ce(s) permis doit être jointe à la demande de prime.

1.b. Disposition complémentaire.

L'installation sera munie d'un compteur électrique de passage permettant de mesurer la consommation dédiée à l'utilisation de la pompe à chaleur.

2. POMPES A CHALEUR POUR LE CHAUFFAGE D'UNE HABITATION

Les pompes à chaleur réversibles permettant le refroidissement des bâtiments ne sont pas éligibles au bénéfice de la prime.

2.a. Rejet d'énergie.

▪ Rejet sur l'air ambiant :

Les pompes à chaleurs qui rejettent l'énergie thermique sur l'air ne sont pas éligibles au bénéfice de la prime.

▪ Rejet au moyen d'un fluide calorigène ou de l'eau :

Le chauffage des locaux ne pourra en aucun cas être réalisé par des radiateurs ou des convecteurs. Seuls le chauffage par plancher rayonnant ou mur chauffant, et l'usage de ventilo-convecteurs à basse température pour les locaux hors séjour, sont autorisés.

Un appoint électrique est autorisé uniquement dans les salles de bains et douches.

2.b. Performances minimales.

Pour être éligible à la prime, la pompe à chaleur pour le chauffage de l'habitation doit respecter un coefficient de performance minimal qui varie en fonction de la technologie mise en œuvre.

Les COP des systèmes directement visés par la norme NBN 14511:2004 sont déterminés conformément aux spécifications de cette dernière. Les COP à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° source froide à l'entrée de l'évaporateur	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP minimal
Air extérieur dynamique	Eau	T° sèche : 2 °C T° humide : 1 °C	35 °C	3.1
Eau profonde ou Eau de surface	Eau	10 °C (*)	35 °C	5.1
Echangeur à eau glycolée (horizontal ou vertical)	Eau	0 °C (*)	35 °C	4.3

(*) Lorsqu'un circuit secondaire est utilisé (échangeur intermédiaire et eau glycolée), il s'agit de la température de ce fluide intermédiaire à l'entrée de l'évaporateur.

Les COP des systèmes qui ne sont pas visés par la norme NBN 14511:2004 sont déterminés selon la méthodologie proposée par cette dernière en tenant compte des exigences reprises dans le tableau suivant. Les COP à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° de l'air en contact avec l'échangeur	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP minimal
Air extérieur Statique	Eau	T° sèche : 2 °C T° humide : 1 °C	35 °C	3.1

Source de captation	Rejet d'énergie	T° du fluide à l'évaporation	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP minimal
Echangeur à gaz (Horizontal)	Eau	- 5 °C	35 °C	4
	Gaz	- 5 °C	35 °C	4

3. POMPE A CHALEUR POUR LA PRODUCTION D'EAU CHAUDE SANITAIRE (PAC ECS)

3.a. Rejet d'énergie.

Le ballon de stockage sera d'une capacité minimale de 150 litres. Il sera placé verticalement et le rapport hauteur/diamètre sera d'au moins 2 pour assurer une stratification correcte.

Le système devra permettre le traitement anti-légionelle périodique et il sera muni du groupe de sécurité classique.

3.b. Performances minimales.

Pour être éligible à la prime, la pompe à chaleur pour le chauffage de l'eau chaude sanitaire doit respecter un Coefficient de Performance minimal qui varie en fonction de la technologie mise en œuvre.

Les COP des systèmes directement visés par la norme NBN EN 255-3 sont déterminés conformément aux spécifications de cette dernière. Les COP à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° source froide à l'entrée de l'évaporateur	T° source chaude	COP minimal
Air extérieur dynamique	Eau	T° sèche : 2 °C T° humide : 1 °C	Montée en T° de 15 °C à 45 °C	2.6
Eau profonde ou Eau de surface	Eau	10 °C (*)	Montée en T° de 15 °C à 45 °C	4.2
Echangeur à eau glycolée (horizontal ou vertical)	Eau	0 °C (*)	Montée en T° de 15 °C à 45 °C	3.5

(*) Lorsqu'un circuit secondaire est utilisé (échangeur intermédiaire et eau glycolée), il s'agit de la température de ce fluide intermédiaire à l'entrée de l'évaporateur.

Les COP des systèmes qui ne sont pas visés par la norme NBN EN 255-3 sont déterminés selon la méthodologie proposée par cette dernière en tenant compte des exigences reprises dans le tableau suivant. Les COP à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° de l'air en contact avec l'échangeur	T° source chaude	COP minimal
Air extérieur Statique	Eau	T° sèche : 2 °C T° humide : 1 °C	Montée en T° de 15 °C à 45 °C	2.6

Source de captation	Rejet d'énergie	T° du fluide à l'évaporation	T° source chaude	COP minimal
Echangeur à gaz (horizontal)	Eau	- 5 °C	Montée en T° de 15 °C à 45 °C	3
	Gaz	- 5 °C	Montée en T° de 15 °C à 45 °C	3

4. POMPES A CHALEUR COMBINEES CHAUFFAGE DE L'HABITATION - EAU CHAUDE SANITAIRE

Les pompes à chaleur réversibles permettant le refroidissement des bâtiments ne sont pas éligibles au bénéfice de la prime.

4.a. Rejet d'énergie pour le chauffage de l'habitation.

- Rejet sur l'air ambiant :

Les pompes à chaleurs qui rejettent l'énergie thermique sur l'air ne sont pas éligibles au bénéfice de la prime.

- Rejet au moyen d'un fluide calorigène ou de l'eau :

Le chauffage des locaux ne pourra en aucun cas être réalisé par des radiateurs ou des convecteurs. Seuls le chauffage par plancher rayonnant ou mur chauffant, et l'usage de ventilo-convecteurs à basse température pour les locaux hors séjour, sont autorisés.

Un appoint électrique est autorisé uniquement dans les salles de bains et douches.

4.b. Rejet d'énergie pour la production d'eau chaude sanitaire.

Le ballon de stockage sera d'une capacité minimale de 150 litres. Il sera placé verticalement et le rapport hauteur/diamètre sera d'au moins 2 pour assurer une stratification correcte.

Le système devra permettre le traitement anti-légionelle périodique et il sera muni du groupe de sécurité classique.

4.c. Performances minimales.

Pour être éligible à la prime, la Pompe à Chaleur combinée doit respecter simultanément ou alternativement les Coefficients de Performance minimaux qui varient en fonction de la technologie mise en œuvre.

Les COP des systèmes directement visés par la norme NBN 14511:2004 sont déterminés conformément aux spécifications de cette dernière. Les COP à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° source froide à l'entrée de l'évaporateur	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP minimal
Air extérieur dynamique	Eau	T° sèche : 2 °C T° humide : 1 °C	35 °C	3.1
			45 °C	2.6
Eau profonde ou Eau de surface	Eau	10 °C (*)	35 °C	5.1
			45 °C	4.2
Echangeur à eau glycolée (horizontal ou vertical)	Eau	0 °C (*)	35 °C	4.3
			45 °C	3.5

(*) Lorsqu'un circuit secondaire est utilisé (échangeur intermédiaire et eau glycolée), il s'agit de la température de ce fluide intermédiaire à l'entrée de l'évaporateur.

Les COP des systèmes qui ne sont pas visés par la norme NBN 14511 : 2004 sont déterminés selon la méthodologie proposée par cette dernière en tenant compte des exigences reprises dans le tableau suivant. Les COP à atteindre par ces systèmes sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° de l'air en contact avec l'échangeur	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP minimal
Air extérieur Statique	Eau	T° sèche : 2 °C	35 °C	3.1
		T° humide : 1 °C	45 °C	2.6

Source de captation	Rejet d'énergie	T° du fluide à l'évaporation	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP minimal
Echangeur à gaz (horizontal)	Eau	- 5 °C	35 °C	4
			45 °C	3
	Gaz	- 5 °C	35 °C	4
			45 °C	3

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 modifiant l'arrêté ministériel du 20 décembre 2007 relatif aux modalités et à la procédure d'octroi des primes visant à favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie. Namur, le 22 décembre 2008.

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 154

[C - 2009/27004]

22. DEZEMBER 2008 — Ministerialerlass, durch den der Ministerialerlass vom 20. Dezember 2007 zu den Modalitäten und zum Verfahren der Gewährung von Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung geändert wird

Der Minister für Wohnraum, Transport und Raumentwicklung,

Gestützt auf das Dekret vom 12. April 2001 zur Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, Artikel 51a, Absatz 1, Ziffer 2, eingefügt durch Dekret vom 17. Juli 2008;

Gestützt auf den Erlass der wallonischen Regierung vom 30. März 2006 zu den Verpflichtungen der öffentlichen Hand auf dem Elektrizitätsmarkt, Artikel 25a, eingefügt durch Erlass der wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006 und geändert durch Erlass der wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008;

Gestützt auf den Erlass der wallonischen Regierung vom 30. März 2006 zu den Verpflichtungen der öffentlichen Hand auf dem Gasmarkt, Artikel 29a, eingefügt durch Erlass der wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006 und geändert durch Erlass der wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008;

Gestützt auf den Beschluss der wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2007, der das Aktionsprogramm zum Energiefonds für 2008 und 2009 genehmigt;

Gestützt auf den Beschluss der wallonischen Regierung vom 28. August 2008 zu den koordinierten Maßnahmen zur Information, Beratung und zu Krediten, um die Energieeffizienz des Wohnraums zu verbessern;

Gestützt auf den Beschluss der Regierung vom 19. Dezember 2008 zu den durch den Fonds für Wohnraum für kinderreiche Familien in Wallonien bewilligten Öko-Krediten;

Gestützt auf den Beschluss der Regierung vom 19. Dezember 2008 zu den durch die wallonische Gesellschaft für Sozialkredite bewilligten Öko-Krediten;

Gestützt auf die Stellungnahmen des Finanzinspektors vom 25. August 2008 und 19. Dezember 2008;

Gestützt auf die Genehmigungen des Haushaltsministers vom 28. August 2008 und 19. Dezember 2008;

Gestützt auf den Ministerialerlass vom 20. Dezember 2007 zu den Modalitäten und zum Verfahren der Gewährung von Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 des Ministerialerlasses vom 20. Dezember 2007 zu den Modalitäten und zum Verfahren der Gewährung von Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung wird wie folgt geändert:

1° Punkt 5 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: «Ziffer 5, Sanierung: In einem Gebäude vorgenommene Arbeiten, deren ursprünglicher Antrag auf Urbanisierungsgenehmigung vor dem 1. Dezember 1996 bei der Kommune eingereicht wurde.»;

2° Punkt 8 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: «Ziffer 8, Gesamtniveau der Wärmedämmung K: Das Niveau K wird entsprechend der bei Einreichung des letzten Antrags auf Urbanisierungsgenehmigung geltenden Vorschriften berechnet. Liegen zu diesem Datum keine Vorschriften vor, wird das Niveau K entsprechend der zwölf Monate vor Rechnungsdatum geltenden Vorschriften berechnet.»;

3° Punkt 9 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: «Ziffer 9, Verwaltung: Die öffentlichen Hand Walloniens, Generaldirektion für operationelle Raumplanung, Wohnraum, Bestand und Energie, Abteilung für Energie und nachhaltige Bauwirtschaft»;

4° Ein Punkt 16 wird mit folgendem Wortlaut hinzugefügt: «Ziffer 16, investierender Bauträger: Person, die die zulässigen Investitionen tätigt und auf die die Rechnungen und darauf bezogenen Gebührenrechnungen ausgestellt sind.»

Art. 2 - Artikel 2 des gleichen Erlasses wird wie folgt geändert:

Ziffer 1. Ein Absatz 3 wird mit folgendem Wortlaut eingefügt: «Die Höhe der aufgrund des vorliegenden Erlasses bewilligten Prämien kann in keinem Fall die Höhe der auf die zulässigen Investitionen bezogene Rechnung übersteigen.»;

Ziffer 2. Ein Absatz 6 wird mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Außer bei Eilausnahmeregelung, finden alle Bestimmungen des vorliegenden Erlasses, die einem eingetragenen Unternehmer Rechtsmittel auferlegen, auf insgesamt alle vorgesehenen Arbeiten und Anlagen Anwendung.»

Art. 3 - Absatz 1, § 1 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: «Bei Sanierung eines Gebäudes wird für die von einem eingetragenen Unternehmer durchgeführte Wärmedämmung des Dachs oder Dachstuhls mit einem Dämmstoff, der einen Wärmewiderstandskoeffizienten R größer oder gleich $3,5 \text{ m}^2\text{K/W}$ aufweist, eine Prämie in Höhe von 8 Euro pro m^2 gedämmter Fläche bewilligt.»

Art. 4 - Artikel 6, Absatz 1, § 1 des gleichen Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: «Bei Sanierung eines Gebäudes wird für die von einem eingetragenen Unternehmer durchgeführte Wärmedämmung der Außenwände oder der Wände, die an einen unbeheizten oder nicht frostfreien Raum angrenzen, eine Prämie in Höhe von 25 Euro pro m^2 gedämmter Fläche bewilligt, sofern diese Wärmedämmung mit einem Dämmstoff, der gestattet, für die Seitenwand einen Gesamtwärmeübertragungskoeffizienten U_{max} unter $0,45 \text{ W/m}^2\text{K}$ zu erreichen, durchgeführt wird.»

Art. 5 - Artikel 7, Absatz 1, § 1 des gleichen Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: «Bei Sanierung eines Gebäudes wird für die von einem eingetragenen Unternehmer durchgeführte Wärmedämmung der Deckenplatten mit einem Dämmstoff, der gestattet, für die Deckenplatte einen Gesamtwärmeübertragungskoeffizienten U unter $0,5 \text{ W/m}^2\text{K}$ zu erreichen, eine Prämie in Höhe von 25 Euro pro m^2 gedämmter Fläche bewilligt.»

Art. 6 - Artikel 10 des gleichen Erlasses wird wie folgt geändert:

1° In § 1, Ziffer 1, wird die Zahl «45» durch die Zahl «35» ersetzt;

2° Punkt 3, § 1, wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: «Ziffer 3. Die Lüftung des Einfamilienhauses entspricht den bei Einreichung des Antrags auf Urbanisierungsgenehmigung geltenden Vorschriften.»;

3° In § 2 wird die Zahl «45» durch die Zahl «35» ersetzt.

Art. 7 - In Artikel 13 wird der letzte Absatz des gleichen Erlasses durch folgenden Wortlaut ersetzt: «Alle untenstehend aufgeführten Informationen werden entsprechend der bei Einreichung des Antrags auf Urbanisierungsgenehmigung gültigen Vorschriften erfasst.»

Art. 8 - Artikel 23, Absatz 1, § 1 des gleichen Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: «Für eine Wärmepumpe, die die im Anhang genannten Kriterien erfüllt, für die Beheizung eines Wohnraums, die die Lüftungskriterien entsprechend des bei Einreichung des letzten Antrags auf Urbanisierungsgenehmigung geltenden Rechts erfüllt, wird bei Installation eine Prämie in Höhe von 1.500 Euro bewilligt. Der Wohnraum muss ein Gesamtwärmedämmungsniveau K unter oder gleich 45 erreichen oder über die Bescheinigung «ökologisch gebaut» verfügen.»

Art. 9 - Artikel 24, Absatz 1, § 1 des gleichen Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: «Für eine kombinierte sanitäre Wärmepumpe Heizung-Wasser, die die im Anhang genannten Kriterien erfüllt, für die Beheizung eines Wohnraums, die die Lüftungskriterien entsprechend des bei Einreichung des letzten Antrags auf Urbanisierungsgenehmigung geltenden Rechts erfüllt, wird bei Installation eine Prämie in Höhe von 2.250 Euro bewilligt. Der Wohnraum muss ein Gesamtwärmedämmungsniveau K unter oder gleich 45 erreichen oder über die Bescheinigung «ökologisch gebaut» verfügen.»

Art. 10 - Artikel 31, § 2 des gleichen Erlasses wird ein Punkt 3 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

Ziffer 3. In Abweichung von Ziffer 2 gibt der Energieprüfungsbericht für die Gebäude oder Gebäudeteile, die aufgrund von Nutzungsänderung einen neuen Verwendungszweck erhalten und in denen im Gegensatz zur vorherigen Energiesituation Energie für den Bedarf von Personen zur Erzielung einer spezifischen Innentemperatur verbraucht wird, mindestens an:

— Den U -Wert der vorhandenen, das zu dämmende Volumen teilweise oder vollständig umgrenzenden Seitenwände, die für diese Seitenwände vorgesehenen Verbesserungsmaßnahmen, das K -Niveau des Gebäudes oder des genannten Gebäudeteils und die U -Werte nach Abschluss der Arbeiten an den vorhandenen, das zu dämmende Volumen eingrenzenden Seitenwänden;

— Eine Beschreibung des vorgesehenen Heizsystems und die Angabe dessen Gesamteffizienz sowie der Effizienz der verschiedenen Elemente, die auf diese Gesamteffizienz einwirken (Verteilung, Emission, Produktion, Reglierung).»

Art. 11 - Artikel 36 des gleichen Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«In Abweichung von Artikel 4, Absatz 1, wird unter Antragssteller im Sinn des vorliegenden Kapitels jede Gebäudeverwaltung, jeder entsprechend den Bestimmungen des Buches II, Titel II, Kapitel III, Abschnitt 2 des Bürgerlichen Gesetzbuches zum zwangsweisen Miteigentum an Gebäuden oder erbauten Gebäudegruppen benannte investierende Bauträger verstanden.»

Art. 12 - Artikel 43 des gleichen Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Nur Wohnungsbaugesellschaften der öffentlichen Hand und Bauträger mit den zulässigen Investitionen können in den Genuss der mit dem vorliegenden Titel bewilligten Prämien kommen.

Unter Wohnungsbaugesellschaft der öffentlichen Hand wird jede Körperschaft gemäß Artikel 130 des wallonischen Wohnraumgesetzes, nachstehend SLSP genannt, verstanden.»

Art. 13 - Artikel 45, Absatz 1, § 1 des gleichen Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: «Bei einer Sanierung eines Gebäudes wird für die von einem eingetragenen Unternehmer durchgeführte Wärmedämmung des Dachs oder Dachstuhls mit einem Dämmstoff, der einen Wärmewiderstandskoeffizienten R größer oder gleich $3,5 \text{ m}^2\text{K/W}$ aufweist, eine Prämie in Höhe von 8 Euro pro m^2 gedämmter Fläche bewilligt.»

Art. 14 - Artikel 46, Absatz 1, § 1 des gleichen Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: «Bei Sanierung eines Gebäudes wird für die von einem eingetragenen Unternehmer durchgeführte Wärmedämmung der Außenwände oder der Wände, die an einen unbeheizten oder nicht frostfreien Raum angrenzen, eine Prämie in Höhe von 25 Euro pro m² gedämmter Fläche bewilligt, sofern diese Wärmedämmung mit einem Dämmstoff, der gestattet, einen Gesamtwärmeübertragungskoeffizienten für die Seitenwand, U_{max}, unter 0,45 W/m²K zu erreichen, durchgeführt wird.»

Art. 15 - Artikel 47, Absatz 1, § 1 des gleichen Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: «Bei Sanierung eines Gebäudes wird für die von einem eingetragenen Unternehmer durchgeführte Wärmedämmung der Deckenplatten mit einem Dämmstoff, der gestattet, für die Deckenplatte einen Gesamtwärmeübertragungskoeffizienten U unter 0,5 W/m²K zu erreichen, eine Prämie in Höhe von 25 Euro pro m² gedämmter Fläche bewilligt.»

Art. 16 - Artikel 54, Absatz 1, § 1 des gleichen Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: «Für eine Wärmepumpe, die die im Anhang genannten Kriterien erfüllt, für die Beheizung eines Wohnraums, die die Lüftungskriterien entsprechend des bei Einreichung des letzten Antrags auf Urbanisierungsgenehmigung geltenden Rechts erfüllt, wird bei Installation eine Prämie in Höhe von 1.500 Euro bewilligt. Der Wohnraum muss ein Gesamtwärmedämmungsniveau K unter oder gleich 45 erreichen oder über die Bescheinigung «ökologisch gebaut» verfügen.»

Art. 17 - Artikel 57, Absatz 1, § 1 des gleichen Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: «Für eine kombinierte sanitäre Wärmepumpe Heizung-Wasser, die die im Anhang genannten Kriterien erfüllt, für die Beheizung eines Wohnraums, die die Lüftungskriterien entsprechend des bei Einreichung des letzten Antrags auf Urbanisierungsgenehmigung geltenden Rechts erfüllt, wird bei Installation eine Prämie in Höhe von 2.250 Euro bewilligt.» Der Wohnraum muss ein Gesamtwärmedämmungsniveau K unter oder gleich 45 erreichen oder über die Bescheinigung «ökologisch gebaut» verfügen.»

Art. 18 - In Artikel 68 des gleichen Erlasses werden die Absätze 1 und 2 durch die folgenden Absätze ersetzt:

«Für Wärmeregulationsarbeiten, das heißt für die Installation eines Systems das sanitärem Warmwasser den Vorrang gibt, dies mit Thermostatventilen, mit zeitgesteuertem Lufttemperaturregler und/oder einer Außensonde, wird eine Prämie bewilligt.

Die Höhe dieser Prämie beläuft sich auf:

1. Thermostatventil: 10 Euro;
2. Lufttemperaturregler: 100 Euro;
3. Außensonde: 100 Euro;
4. System, das sanitärem Warmwasser den Vorzug gibt: 100 Euro.»

Art. 19 - Artikel 76 des gleichen Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Im Sinn des vorliegenden Titels wird unter Antragssteller, investierender Bauträger verstanden:

1. Jede natürliche Person, einschließlich jene in der Eigenschaft als Kaufmann oder jene, die eine freiberufliche Tätigkeit ausüben;
2. Jedes Unternehmen in der Form einer Handelsgesellschaft nach Gesellschaftsrecht mit mindestens einem Sitz für ihre Wirtschaftsaktivitäten in Wallonien, das der Definition eines Kleinunternehmens im Sinn des Anhangs der Empfehlung der Kommission C(2003) 1422 vom 6. Mai 2003 zur Definition von Klein-, Klein- und mittleren Unternehmen entspricht;
3. Die Gebäudeverwaltungen nach Artikel 36 des vorliegenden Erlasses».

Art. 20 - Artikel 79, § 1, Absatz 1, Ziffer 1 des gleichen Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: «Ziffer 1. Antragssteller: Jede Körperschaft, jeder investierende Bauträger ausgenommen Gebäudeverwaltungen nach Artikel 36 und Wohnungsbaugesellschaften der öffentlichen Hand nach Artikel 43, die in der wallonischen Region eine im Sinn des vorliegenden Titels zulässige Investition tätigen».

Art. 21 - In Artikel 93, § 2, Absatz 1 des gleichen Erlasses wird der Wortlaut «halbjährlich» durch den Wortlaut «vierteljährlich» ersetzt.

Art. 22 - Dem Titel VI des gleichen Erlasses wird ein Kapitel II/1 mit dem Titel «Verfahren für die Abwicklung der Prämien im Rahmen des Programms zur Bewilligung der Ökokredite» hinzugefügt.

Diesem neuen Kapitel werden folgende Artikel mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Art. 93/1. Im Sinn des vorliegenden Erlasses wird verstanden unter:

- 1° SWCS: Die Wallonische Gesellschaft für Sozialkredite einschließlich deren zugelassenen Sozialkreditfilialen in Wallonien;
- 2° FLW: Der Fonds für Wohnraum für kinderreiche Familien in Wallonien;
- 3° Ökokredite: Durch Regierungserlass vom 19. Dezember 2008 für die vom Fonds für Wohnraum für kinderreiche Familien in Wallonien bewilligten Ökokredite und durch Regierungserlass vom 19. Dezember 2008 für von der wallonischen Gesellschaft für Sozialkredite bewilligten Ökokredite geschaffene Einrichtung; die Einrichtung der Ökokredite kann mit einer Ökoprämie oder den Ökoprämien kumuliert werden;
- 4° Ökoprämien: Alle Prämien nach Titel II ausgenommen der Prämien nach Artikel 10 und 11, 26 und 27 unter Einhaltung der aufgrund des vorliegenden Erlasses anzuwendenden Bewilligungsbedingungen; die Ökoprämien werden von der SWCS und dem FLW bewilligt.

Art. 93/2. Die SWCS und der FLW sind im Rahmen der Einrichtung der Ökokredite, da es sich um bewilligte Ökoprämien handelt, verpflichtet, zum 10. jeden Monats der Verwaltung eine elektronische Datei, wie von der Verwaltung eingerichtet und per Einschreiben mit Rückschein übermittelt, zuzusenden. Diese Datei enthält, nach Maßnahme getrennt, die Liste der im vorangegangenen Monat abgewickelten Ökoprämien sowie deren detaillierte Daten.

Die Höhe der von der SWCS und dem FLW bewilligten Ökoprämien wird diesen von der Verwaltung auf Basis der Erklärungen zu den Forderungen für jede spezifische Maßnahme, die von der SWCS und des FLW bei der Verwaltung vierteljährlich in 3 Exemplaren eingereicht werden müssen, rückübertragen.

Jeder spezifischen Erklärung zur Forderung muss ein detaillierter Auszug über die Ausgaben beigelegt werden sowie Nachweise zu den tatsächlich gezahlten Ökoprämien.

Art. 93/3. Die Verwaltung behält sich das Recht vor, die Einhaltung der Bedingungen für die Bewilligung der von der SWCS und des FLW gezahlten Ökoprämien hinsichtlich der Anforderungen des vorliegenden Erlasses zu überprüfen.

Gegebenenfalls nimmt die Verwaltung die Rückbuchung der unberechtigterweise gezahlten Summen zu Lasten der SWCS oder des FLW vor.

Art. 93/4. Die durch den vorliegenden Erlass vorgesehenen Prämien können nicht mit über Vermittlung durch die SWCS oder des FLW bewilligte Ökoprämien kumuliert werden.»

Art. 23 - In den Artikeln 25 und 35 des gleichen Erlasses liest sich der Wortlaut «gleichzeitig mit dem Einreichen des Antrags für die entsprechende Prämie» als «gleichzeitig mit dem Datum, an dem der Antrag für die entsprechende Prämie eingereicht werden muss».

Art. 24 - Artikel 98 des gleichen Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Unbeschadet des Rechts, direkt gerichtliche Schritte einzuleiten, kann der Antragssteller, dessen Antrag abgelehnt wurde, ein Wiedererwägungsbegehren zum Ablehnungsbescheid einreichen. Dieses Begehren wird dem Generalverwaltungsdirektor per Begründungsschreiben innerhalb einer Maximalfrist von neunzig Tagen ab Zustellung des Ablehnungsbescheids zugesandt.»

Art. 25 - In dem gleichen Erlass wird der Anhang durch den dem vorliegenden Erlass beigelegten Anhang ersetzt.

Art. 26 - Der vorliegende Erlass sowie dessen Anhang treten mit dem 1. Februar 2009 in Kraft. Seine Bestimmungen finden auf die Anträge, deren Frist für die Einreichung des Antrags für die zulässigen Investitionen nach dem 31. Januar 2009 einsetzt, Anwendung.

Unter Abweichung von Absatz 1 findet Artikel 6 des vorliegenden Erlasses Anwendung, wenn das Datum des Antrags auf Urbanisierungsgenehmigung des Einfamilienhauses nach dem 31. Januar 2009 liegt.

Namur am 22. Dezember 2008

A. ANTOINE

Anlage

Anlage zum Erlass vom 20. Dezember 2007 über die Modalitäten
und das Verfahren zur Gewährung von Prämien zur Förderung der rationellen Energienutzung

1. ALLGEMEINE VORSCHRIFTEN

1.a. Energiegewinnung.

■ Im Wasser:

Die Aufnahme kann entweder im Oberflächenwasser (Flüsse, Seen, Teiche,...) oder im Tiefenwasser (Grundwasser, Brunnen,...) und zwar entweder "statisch" oder "dynamisch" erfolgen.

Der Prämienantrag geht einher mit dem Vermerk der Berechnung der Gesamtheit des Energieaufnahmesystems:

— Im Falle einer "dynamischen" Energieaufnahme (durch Pumpen); dies beinhaltet besonders die Dimensionierung der etwaigen intermediären Wärmetauscher, die Flüssigkeits-Volumenströme, die Temperaturgradienten, die Leistung der Hilfsgeräte...

— Im Falle einer "statischen" Energieaufnahme (durch Tauch-Wärmetauscher); dies beinhaltet besonders die Dimensionierung des Wärmetauschers, des etwaigen künstlichen Beckens oder der natürlichen Quelle,...

■ Im Boden:

Die Energieaufnahme kann verwirklicht werden entweder durch einen horizontal eingegrabenen Verdampfer (Erdreich-Flächenkollektor) oder durch einen horizontal oder vertikal eingegrabenen Wärmetauscher, der auf einem Glykol-Wasser-Gemisch basiert.

Dem Prämienantrag wird ein Vermerk über die Berechnung des Energieaufnahmesystems beigelegt:

— Im Falle der Verwendung einer intermediären Flüssigkeit, wie etwa einem Glykol-Wasser-Gemisch, handelt es sich entweder um die Dimensionierung des horizontal positionierten Wärmetauschers oder um eine oder mehrere vertikale Sonden. Der Vermerk muss besonders den sekundären Flüssigkeits-Volumenstrom präzisieren sowie die Leistung der Hilfsgeräte.

— Im Falle eines horizontalen Verdampfers dreht es sich um dessen Dimensionierung.

Im Falle der Energieaufnahme durch eine vertikale Sonde wird dem Prämienantrags-Formular ein Bericht über die geologische Analyse, welche durch oder für die Bohrgesellschaft durchgeführt wurde, beigelegt.

■ In der Außenluft:

Die Energieaufnahme kann entweder statisch oder dynamisch über die Außenluft erfolgen.

Die Wärmepumpen, die die Außenluft als Energiequelle verwenden, können dort, wo die Wärme wieder abgegeben wird, eventuell mit einem zusätzlichen elektrischen Tauchsieder ausgestattet werden. Dieser muss dem Kondensator nachgeschaltet sein.

Im Falle einer statischen Aufnahme darf die Wärmepumpe nicht mit einer Enteisungsvorrichtung ausgestattet sein, aber der äußere Wärmetauscher muss derart zwischen Osten und Westen über Süden ausgerichtet werden, dass er sowohl der Sonneneinstrahlung, als auch der natürlichen Luftzirkulation ungehindert ausgesetzt ist.

In diesem Falle wird dem Prämiantrag ebenfalls ein Vermerk der Dimensionierung des Energieaufnahmesystems beigefügt. Falls eine Sekundärflüssigkeit verwendet wird, werden deren Volumenstrom und die Leistung der Hilfsgeräte genau angegeben.

In jedem Fall muss, wenn die Ausbeutung der natürlichen Ressource der Bewilligung einer Erlaubnis durch eine Bauaufsicht oder einer städtebaulichen und/oder umweltpolitischen Genehmigung unterliegt, der Beweis über den Erhalt dieser Genehmigung(en) dem Prämiantrag beigefügt werden.

1.b. Zusätzliche Anordnung.

Die Anlage wird mit einem elektrischen Durchgangszähler ausgerüstet, welcher es ermöglicht, den Verbrauch für die Benutzung der Wärmepumpe zu messen.

2. WÄRMEPUMPEN FÜR DIE HEIZUNG EINER WOHNUNG

Reversible Wärmepumpen, die die Kühlung von Gebäuden ermöglichen, sind nicht prämienberechtigt.

2.a. Energieabgabe.

Abgabe an die Umgebungsluft:

Wärmepumpen, die die Wärmeenergie an die Luft abgeben, sind nicht prämienberechtigt.

Abgabe mittels einer Wärmeträgerflüssigkeit oder mittels Wasser:

Die Heizung der Räume darf in keinem Fall durch Heizkörper oder durch Konvektoren erfolgen. Nur die Heizung über Fußbodenheizung oder über heizende Wände und die Verwendung von Niedertemperatur-Gebälsekonvektoren für Nicht-Aufenthaltsräume sind genehmigt.

Ein elektrisches Zusatzgerät ist ausschließlich in den Badezimmern und Duschräumen genehmigt.

2.b. Mindestleistungsdaten.

Um prämienberechtigt zu sein, muss die Wärmepumpe für die Heizung der Wohnung einen Mindestleistungskoeffizienten einhalten, der abhängig von der angewendeten Technologie variiert.

Die Leistungskoeffizienten COP der Systeme, die direkt durch die Norm NBN 14511:2004 vorgesehen sind, werden gemäß der Spezifikationen dieser Norm bestimmt. Die von diesen Systemen zu erzielenden Leistungskoeffizienten (COP) sind:

Aufnahmequelle	Energieabgabe	Kalte Quelltemperatur T° am Eingang des Verdampfers	Warme Quelltemperatur T° am Ausgang des Kondensators	Mindest- Leistungskoeffizient COP
Außenluft dynamisch	Wasser	T° trocken: 2 °C T° feucht: 1 °C	35 °C	3,1
Tiefenwasser oder Oberflächenwasser	Wasser	10° C (*)	35 °C	5,1
Wärmetauscher, auf Glykol- Wasser-Gemisch basierend (horizontal oder vertikal)	Wasser	0° C (*)	35 °C	4,3

(*) Wenn ein Sekundärkreislauf verwendet wird (intermediärer Wärmetauscher und Glykol-Wasser-Gemisch), handelt es sich um die Temperatur dieser Intermediär-Flüssigkeit am Eingang des Verdampfers.

Die Leistungskoeffizienten (COP) dieser Systeme, die nicht durch die Norm NBN 14511:2004 vorgesehen sind, werden gemäß der in dieser Norm vorgeschlagenen Methode bestimmt, wobei die in der folgenden Tabelle aufgeführten Anforderungen berücksichtigt werden müssen. Die von diesen Systemen zu erzielenden Leistungskoeffizienten (COP) sind:

Aufnahmequelle	Energieabgabe	Temperatur T° der Luft in Kontakt mit dem Wärmetauscher	Warme Quelltemperatur T° am Ausgang des Kondensators	COP Minimal
Außenluft Statisch	Wasser	T° trocken: 2 °C T° feucht: 1 °C	35 °C	3,1

Aufnahmequelle	Energieabgabe	Temperatur T° der Flüssigkeit beim Verdampfen	Warme Quelltemperatur T° am Ausgang des Kondensators	Mindest- Leistungskoeffizient COP
Gaswärmetauscher (Horizontal)	Wasser	- 5 °C	35 °C	4
	Gas	- 5 °C	35 °C	4

3. WÄRMEPUMPE FÜR DIE ERZEUGUNG VON WARMEM BRAUCHWASSER

3.a. Energieabgabe.

Der Warmwasserspeicher verfügt über eine Mindestkapazität von 150 Litern. Er wird senkrecht aufgestellt und das Verhältnis von Höhe zu Durchmesser beträgt mindestens 2:1, um eine korrekte Wasserschichtung zu gewährleisten.

Das System ist zwecks einer regelmäßigen Behandlung gegen Legionelle mit den üblichen Sicherheitsaggregaten ausgestattet.

3.b. Mindestleistungsdaten.

Um prämierechtigt zu sein, muss die Wärmepumpe für die Heizung des Warmbrauchwassers einen Mindest-Leistungskoeffizienten einhalten, der abhängig von der angewendeten Technologie variiert.

Die Leistungskoeffizienten COP der Systeme, die direkt durch die Norm NBN EN 255-3 vorgesehen sind, werden gemäß der Spezifikationen dieser Norm bestimmt. Die von diesen Systemen zu erzielenden Leistungskoeffizienten (COP) sind:

Aufnahmequelle	Energieabgabe	Kalte Quelltemperatur T° am Eingang des Verdampfers	Warme Quelltemperatur T°	Mindest- Leistungskoeffizient COP
Außenluft dynamisch	Wasser	T° trocken: 2 °C T° feucht: 1 °C	Temperaturanstieg an T° von 15 °C auf 45 °C	2,6
Tiefenwasser oder Oberflächenwasser	Wasser	10 °C (*)	Temperaturanstieg an T° von 15 °C auf 45 °C	4,2
Wärmetauscher, auf Glykol- Wasser-Gemisch basierend (horizontal oder vertikal)	Wasser	0 °C (*)	Temperaturanstieg an T° von 15 °C auf 45 °C	3,5

(*) Wenn ein Sekundärkreislauf verwendet wird (intermediärer Wärmetauscher und Glykol-Wasser-Gemisch), handelt es sich um die Temperatur dieser Intermediär-Flüssigkeit am Eingang des Verdampfers.

Die Leistungskoeffizienten (COP) dieser Systeme, die nicht durch die Norm NBN EN 255-3 vorgesehen sind, werden gemäß der in dieser Norm vorgeschlagenen Methode bestimmt, wobei die in der folgenden Tabelle aufgeführten Anforderungen berücksichtigt werden müssen. Die von diesen Systemen zu erzielenden Leistungskoeffizienten (COP) sind:

Aufnahmequelle	Energieabgabe	Temperatur T° der Luft in Kontakt mit dem Wärmetauscher	Warme Quelltemperatur T°	Mindest- Leistungskoeffizient COP
Außenluft Statisch	Wasser	T° trocken: 2 °C T° feucht: 1 °C	Temperaturanstieg an T° von 15 °C auf 45 °C	2,6

Aufnahmequelle	Energieabgabe	Temperatur T° der Flüssigkeit beim Verdampfen	Warme Quelltemperatur T°	Mindest- Leistungskoeffizient COP
Gaswärmetauscher (Horizontal)	Wasser	- 5 °C	Temperaturanstieg an T° von 15 °C auf 45 °C	3
	Gas	- 5 °C	Temperaturanstieg an T° von 15 °C auf 45 °C	3

4. KOMBINIERTE WÄRMEPUMPEN FÜR DIE HEIZUNG DER WOHNUNG - WARMES BRAUCHWASSER

Reversible Wärmepumpen, die die Kühlung von Gebäuden ermöglichen, sind nicht prämierechtigt.

4.a. Energieabgabe für das Heizen der Wohnung.

- Abgabe an die Umgebungsluft:

Wärmepumpen, die die Wärmeenergie an die Luft abgeben, sind nicht prämierechtigt.

- Abgabe mittels einer Wärmeträgerflüssigkeit oder mittels Wasser:

Die Heizung der Räume kann in keinem Fall durch Heizkörper oder durch Konvektoren verwirklicht werden. Nur die Heizung über Fußbodenheizung oder über heizende Wände und die Verwendung von Niedertemperatur-Gebläsekonvektoren für Nicht-Aufenthaltsräume sind genehmigt.

Ein elektrisches Zusatzgerät ist ausschließlich in den Badezimmern und Duschräumen genehmigt.

4.b. Energieabgabe zur Erzeugung von warmem Brauchwasser.

Der Warmwasserspeicher verfügt über eine Mindestkapazität von 150 Litern. Er wird senkrecht aufgestellt und das Verhältnis von Höhe zu Durchmesser beträgt mindestens 2:1, um eine korrekte Wasserschichtung zu gewährleisten.

Das System ist zwecks einer regelmäßigen Behandlung gegen Legionelle mit den üblichen Sicherheitsaggregaten ausgestattet.

4.c. Mindestdatensystemen.

Um prämierechtigt zu sein, muss die kombinierte Wärmepumpe gleichzeitig oder abwechselnd die Mindest-Leistungskoeffizienten einhalten, die abhängig von der angewendeten Technologie variieren.

Die Leistungskoeffizienten COP der Systeme, die direkt durch die Norm NBN 14511: 2004 vorgesehen sind, werden gemäß der Spezifikationen dieser Norm bestimmt. Die von diesen Systemen zu erzielenden Leistungskoeffizienten (COP) sind:

Aufnahmequelle	Energieabgabe	Kalte Quelltemperatur T° am Eingang des Verdampfers	Warme Quelltemperatur T° am Ausgang des Kondensators	Mindest- Leistungskoeffizient COP
Außenluft dynamisch	Wasser	T° trocken: 2 °C T° feucht: 1 °C	35 °C 45 °C	3,1 2,6
Tiefenwasser oder Oberflächenwasser	Wasser	10 °C (*)	35 °C 45 °C	5,1 4,2
Wärmetauscher, auf Glykol- Wasser-Gemisch basierend (horizontal oder vertikal)	Wasser	0 °C (*)	35 °C 45 °C	4,3 3,5

(*) Wenn ein Sekundärkreislauf verwendet wird (intermediärer Wärmetauscher und Glykol-Wasser-Gemisch), handelt es sich um die Temperatur dieser Intermediär-Flüssigkeit am Eingang des Verdampfers.

Die Leistungskoeffizienten (COP) dieser Systeme, die nicht durch die Norm NBN 14511:2004 vorgesehen sind, werden gemäß der in dieser Norm vorgeschlagenen Methode bestimmt, wobei die in der folgenden Tabelle aufgeführten Anforderungen berücksichtigt werden müssen. Die von diesen Systemen zu erzielenden Leistungskoeffizienten (COP) sind:

Aufnahmequelle	Energieabgabe	Temperatur T° der Luft in Kontakt mit dem Wärmetauscher	Warme Quelltemperatur T° am Ausgang des Kondensators	Mindest- Leistungskoeffizient COP
Außenluft Statisch	Wasser	T° trocken: 2 °C T° feucht: 1 °C	35 °C 45 °C	3,1 2,6

Aufnahmequelle	Energieabgabe	Temperatur T° der Flüssigkeit beim Verdampfen	Warme Quelltemperatur T° am Ausgang des Kondensators	Mindest- Leistungskoeffizient COP
Gaswärmetauscher (Horizontal)	Wasser	- 5 °C	35 °C 45 °C	4 3
	Gas	- 5 °C	35 °C 45 °C	4 3

Um dem Ministerialerlass vom 22. Dezember 2008 beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Dezember 2008

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung

A. ANTOINE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 154

[C - 2009/27004]

22 DECEMBER 2008. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 20 december 2007 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, artikel 51bis, eerste lid, 2°, ingevoegd door het decreet van 17 juli 2008;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt, artikel 25bis, ingevoegd door het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006 en gewijzigd door het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt, artikel 29bis, ingevoegd door het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006 en gewijzigd door het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 18 oktober 2007 tot goedkeuring van het actieprogramma betreffende het Energiefonds voor 2008 en 2009;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 28 augustus 2008 betreffende de gecoördineerde maatregelen inzake informatie, advies en leningen om het energierendement van de woningen te verbeteren;

Gelet op het besluit van de Regering van 19 december 2008 tot invoering van de ecoleningen, toegekend door het Huisvestingsfonds van de kroostrijke gezinnen van Wallonië;

Gelet op het besluit van de Regering van 19 december 2008 tot invoering van de ecoleningen, toegekend door de « Société wallonne du Crédit social »;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 augustus 2008 en op 19 december 2008;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 28 augustus 2008 en op 19 december 2008;

Gelet op het ministerieel besluit van 20 december 2007 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het ministerieel besluit van 20 december 2007 betreffende de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van premies ter bevordering van rationeel energiegebruik worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° Punt 5° wordt vervangen door de volgende tekst : « 5° renovatie : werken uitgevoerd in een gebouw waarvan het dossier betreffende de oorspronkelijke stedenbouwkundige vergunningsaanvraag vóór 1 december 1996 bij de gemeente is ingediend »;

2° Punt 8° wordt vervangen door de volgende tekst : « 8° peil van de globale thermische isolatie K : het peil K wordt berekend volgens de reglementering van kracht op het moment van de indiening van de stedenbouwkundige vergunningsaanvraag; bij gebrek aan bestaande reglementering op die datum wordt het peil K berekend volgens de reglementering van kracht twaalf maanden vóór de datum van de factuur »;

3° Punt 9° wordt vervangen door de volgende tekst : « 9° administratie : de Overheidsdienst Wallonië, Overkoepelend Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Wonen, Erfgoed en Energie, Departement Energie en Duurzaam bouwen »;

4° Er wordt een punt 16° toegevoegd, opgesteld als volgt : « 16° opdrachtgever van de investeringen : persoon die de in aanmerking komende investeringen realiseert en aan wie de facturen of ereloonstaten ter zake worden verzonden. »

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Er wordt een derde lid ingevoegd, opgesteld als volgt : « Het bedrag van de premies die krachtens onderhavig besluit worden toegekend, mag in geen geval hoger zijn dan het bedrag van de factuur voor de in aanmerking komende investeringen. »

2° Er wordt een zesde lid ingevoegd, opgesteld als volgt : « Behoudens uitdrukkelijke afwijking, zijn alle bepalingen van onderhavig besluit die de uitvoering door een geregistreerde aannemer opleggen, van toepassing op de werken en installaties in hun geheel. »

Art. 3. In artikel 5 van hetzelfde besluit, wordt het eerste lid van § 1 vervangen door de volgende tekst : « In geval van renovatie van een gebouw wordt een premie van 8 euro per m² geïsoleerde oppervlakte toegekend voor de thermische isolatie van het dak of van de zolder uitgevoerd door een geregistreerde aannemer d.m.v. een isolatiemateriaal waarvan de warmteweerstandscoefficiënt, R, gelijk is aan 3,5 m²K/W of meer, ».

Art. 4. In artikel 6 van hetzelfde besluit, wordt het eerste lid van § 1 vervangen door de volgende tekst : « In geval van renovatie van een gebouw wordt een premie van 25 euro per m² geïsoleerde oppervlakte toegekend voor de thermische isolatie van de muren in contact met de externe omgeving of met een niet verwarmde of niet vorstvrije ruimte, als ze door een geregistreerde aannemer uitgevoerd wordt d.m.v. een isolatiemateriaal waarmee een globale thermische transmissiecoëfficiënt van de wand, U_{max}, bereikt kan worden die lager is dan 0,45 W/m²K. »

Art. 5. In artikel 7 van hetzelfde besluit, wordt het eerste lid van § 1 vervangen door de volgende tekst : « In geval van renovatie van een gebouw wordt een premie van 25 euro per m² geïsoleerde oppervlakte toegekend voor de thermische isolatie van de vloeren uitgevoerd door een geregistreerde aannemer d.m.v. een isolatiemateriaal waarmee een globale thermische transmissiecoëfficiënt van de vloer, Ū, bereikt kan worden die lager is dan 0,5 W/m²K. »

Art. 6. In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1, 1°, wordt het getal « 45 » vervangen door het getal « 35 »;

2° In § 1, wordt punt 3° vervangen door de volgende tekst : « 3° de ventilatie van de ééngezinswoning voldoet aan de regelgeving die van kracht is op het ogenblik van de indiening van de stedenbouwkundige vergunningsaanvraag. »;

3° In § 2 wordt het getal « 45 » vervangen door het getal « 35 ».

Art. 7. In artikel 13 van hetzelfde besluit, wordt het laatste lid vervangen door de volgende tekst : « Al deze gegevens worden opgemaakt overeenkomstig de regelgeving die op het ogenblik van de indiening van de stedenbouwkundige vergunningsaanvraag van kracht is. »

Art. 8. In artikel 23 van hetzelfde besluit, wordt het eerste lid van § 1 vervangen door de volgende tekst : « Er wordt een premie van 1.500 euro toegekend bij de installatie van een warmtepomp die voldoet aan de criteria bedoeld in de bijlage voor de verwarming van een woning die voldoet aan de verluchttingscriteria overeenkomstig de wetgeving die op het ogenblik van de indiening van de jongste stedenbouwkundige vergunningsaanvraag van kracht is. De woning heeft een globaal thermisch isolatieniveau K van 45 of minder of beschikt over het attest "Construire avec l'énergie". »

Art. 9. In artikel 24 van hetzelfde besluit, wordt het eerste lid van § 1 vervangen door de volgende tekst : « Er wordt een premie van 2.250 euro toegekend bij de installatie van een warmtepomp combi verwarming-sanitair warmwater die voldoet aan de criteria bedoeld in de bijlage voor de verwarming van een woning die voldoet aan de verluchttingscriteria overeenkomstig de wetgeving die op het ogenblik van de indiening van de jongste stedenbouwkundige vergunningsaanvraag van kracht is. De woning heeft een globaal thermisch isolatieniveau K van 45 of minder of beschikt over het attest "Construire avec l'énergie". »

Art. 10. In artikel 31, § 2, van hetzelfde besluit, wordt een punt 3° toegevoegd, opgesteld als volgt :

« 3° In afwijking op 2°, voor gebouwen of delen van gebouwen die door de wijziging van bestemming, een nieuwe bestemming krijgen en indien, in tegenstelling tot de vroegere situatie, energie wordt verbruikt voor de behoeften van personen, om een specifieke binnentemperatuur te verkrijgen, vermeldt het verslag van de energieaudit op zijn minst :

— de waarde U van de bestaande wanden die het te beschermen volume geheel of gedeeltelijk afbakenen, de aanbevolen verbeteringsmaatregelen voor deze wanden, het peil K van het gebouw of van het betrokken deel van het gebouw en de waarden U na werken aan de bestaande wanden die het beschermde volume afbakenen;

— een beschrijving van het aanbevolen verwarmingssysteem en de vermelding van zijn globaal rendement, en van de rendementen van de verschillende elementen die een rol spelen in dit globaal rendement (distributie, uitstoot, productie, regeling). »

Art. 11. Artikel 36 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende tekst :

« In afwijking van artikel 4, eerste lid, wordt verstaan onder aanvrager in de zin van dit hoofdstuk elke syndicus van een gebouw, opdrachtgever van de investeringen en aangewezen overeenkomstig de bepalingen van Boek II, titel II, hoofdstuk III, afdeling 2, van het Burgerlijk Wetboek betreffende de gedwongen mede-eigendom van gebouwen of groepen van gebouwen. »

Art. 12. Artikel 43 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende tekst :

« Het voordeel van de premies die krachtens onderhavige titel worden toegekend, is voorbehouden aan de openbare huisvestingsmaatschappijen, opdrachtgevers van de in aanmerking komende investeringen.

Onder openbare huisvestingsmaatschappij wordt verstaan elke rechtspersoon bedoeld in artikel 130 van de Waalse huisvestingscode, hierna SLSP genoemd, ».

Art. 13. In artikel 45 van hetzelfde besluit, wordt het eerste lid van § 1 vervangen door de volgende tekst :
« In geval van renovatie van een woning wordt een premie van 8 euro per m² geïsoleerde oppervlakte toegekend voor de thermische isolatie van het dak of van de zolder uitgevoerd door een geregistreerde ondernemer d.m.v. een isolatiemateriaal waarvan de warmteweerstandscoefficiënt, R, gelijk is aan 3,5 m²K/W of meer. »

Art. 14. In artikel 46 van hetzelfde besluit, wordt het eerste lid van § 1 vervangen door de volgende tekst :
« In geval van renovatie van een woning wordt een premie van 25 euro per m² geïsoleerde oppervlakte toegekend voor de thermische isolatie van de muren in contact met de externe omgeving of met een niet verwarmde of niet vorstvrije ruimte, als ze door een geregistreerde ondernemer uitgevoerd wordt d.m.v. een isolatiemateriaal waarmee een globale thermische transmissiecoëfficiënt van de wand, U_{max}, bereikt kan worden die lager is dan 0,45 W/m²K. »

Art. 15. In artikel 47 van hetzelfde besluit, wordt het eerste lid van § 1 vervangen door de volgende tekst :
« In geval van renovatie van een woning wordt een premie van 25 euro per m² geïsoleerde oppervlakte toegekend voor de thermische isolatie van de vloeren uitgevoerd door een geregistreerde ondernemer d.m.v. een isolatiemateriaal waarmee een globale thermische transmissiecoëfficiënt van de vloer, U, bereikt kan worden die lager is dan 0,5 W/m²K. »

Art. 16. In artikel 54 van hetzelfde besluit, wordt het eerste lid van § 1 vervangen door de volgende tekst :
« Er wordt een premie van 1.500 euro toegekend bij de installatie van een warmtepomp die voldoet aan de criteria bedoeld in de bijlage voor de verwarming van een woning die voldoet aan de verluchttingscriteria overeenkomstig de wetgeving die op het ogenblik van de indiening van de jongste stedenbouwkundige vergunningsaanvraag van kracht is. De woning heeft een globaal thermisch isolatieniveau K van 45 of minder of beschikt over het attest "Construire avec l'énergie". »

Art. 17. In artikel 57 van hetzelfde besluit, wordt het eerste lid van § 1 vervangen door de volgende tekst :
« Er wordt een premie van 2.250 euro toegekend bij de installatie van een warmtepomp combi verwarming-sanitair warmwater die voldoet aan de criteria bedoeld in de bijlage voor de verwarming van een woning die voldoet aan de verluchttingscriteria overeenkomstig de wetgeving die op het ogenblik van de indiening van de jongste stedenbouwkundige vergunningsaanvraag van kracht is. De woning heeft een globaal thermisch isolatieniveau K van 45 of minder of beschikt over het attest "Construire avec l'énergie". »

Art. 18. In artikel 68 van hetzelfde besluit, worden lid 1 en 2 vervangen door :

« In geval van woningrenovatie wordt een premie toegekend voor warmteregelingswerken, met name de installatie van een systeem dat voorrang geeft aan het sanitaire warmwater, van thermostatische kleppen, van een omgevingsthermostaat met klok en/of van een buitensonde.

Het bedrag van deze premie bedraagt :

1° thermostatische klep : 10 euro;

2° omgevingsthermostaat : 100 euro;

3° buitensonde : 100 euro;

4° systeem dat voorrang geeft aan het sanitaire warmwater : 100 euro. »

Art. 19. Artikel 76 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende tekst :

« In de zin van deze titel wordt verstaan onder aanvrager, opdrachtgever van de investeringen :

1° elke natuurlijke persoon, met inbegrip van degene die de hoedanigheid van handelaar heeft of een zelfstandig beroep uitoefent;

2° elke onderneming opgericht in de vorm van een handelsvennootschap bedoeld in het vennootschapswetboek, die minstens één bedrijfszetel in Wallonië heeft en beantwoordt aan de definitie van de micro-ondernemingen in de zin van de bijlage bij de aanbeveling van de Commissie C(2003) 1422 van 6 mei 2003 betreffende de definitie van de micro-, kleine en middelgrote ondernemingen;

3° de syndici van een gebouw bedoeld in artikel 36 van dit besluit. »

Art. 20. Artikel 79, § 1, eerste lid, 1° van hetzelfde besluit, wordt vervangen door de volgende tekst :
« 1° aanvrager : elke rechtspersoon, opdrachtgever van de investeringen, met uitsluiting van de syndicus van een gebouw bedoeld in artikel 36 en van de openbare huisvestingsmaatschappijen bedoeld in artikel 43, die een investering verrichten die in aanmerking komt in de zin van dit besluit. »

Art. 21. In artikel 93, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt de term « Om de zes maanden » vervangen door de term « Om de drie maanden ».

Art. 22. Onder titel VI van hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk II/1 toegevoegd, met de titel « Afwikkelingsprocedure van de premies in het kader van het programma betreffende de toekenning van ecoleningen ».

Onder dit nieuwe hoofdstuk worden volgende artikelen toegevoegd, opgesteld als volgt :

« Art. 93/1. Voor onderhavig besluit wordt verstaan onder :

1° SWCS : « Société wallonne du Crédit social », inclusief de sociale kredietloketten die deze in Wallonië erkent :

2° FLW : « Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie » (Huisvestingsfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië);

3° Ecoleningen : voorziening ingevoerd door het besluit van de Regering van 19 december 2008 tot invoering van de ecoleningen, toegekend door het Huisvestingsfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië en door het besluit van de Regering van 19 december 2008 tot invoering van de ecoleningen, toegekend door de « Société wallonne du Crédit social »; de voorziening ecoleningen kan worden gecumuleerd met één of meerdere ecopremies;

4° Ecopremies : alle premies bedoeld onder Titel II, met uitzondering van de premies bedoeld in de artikelen 10 en 11, 26 en 27, met naleving van de toekenningsvoorwaarden die van toepassing zijn krachtens onderhavig besluit; de ecopremies worden toegekend door de SWCS en het FLW.

Art. 93/2. In het kader van de voorziening ecoleningen, moeten de SWCS en het FLW de administratie voor de 10e van elke maand een elektronisch bestand met de toegekende ecopremies, zoals opgesteld door de administratie, bezorgen dat per e-mail met bericht van ontvangst wordt overgemaakt. Dat bestand bevat de per meting gesorteerde lijst van de ecopremies die de vorige maand zijn uitgekeerd, alsook de uitvoerige gegevens die daarop betrekking hebben.

Het bedrag van de ecopremies die de SWCS en het FLW uitkeren, wordt door de administratie terugbetaald op basis van specifieke schuldvorderingen voor elke maatregel die de SWCS en het FLW om de drie maanden in 3 exemplaren bij de administratie moeten indienen.

Elke specifieke schuldvorderingsverklaring wordt aangevuld met een gedetailleerde lijst van de uitgaven en de bewijsstukken betreffende de daadwerkelijk betaalde ecopremies.

Art. 93/3. De administratie heeft het recht om, in het kader van de eisen van onderhavig besluit, te controleren of de toekenningsvoorwaarden van de ecopremies die de SWCS en het FLW hebben betaald, werden nageleefd.

Desgevallend eist de administratie de terugbetaling van de onterecht betaalde sommen, ten laste van de SWCS of het FLW.

Art. 93/4. De premies van onderhavig besluit mogen niet worden gecumuleerd met de ecopremies die via de SWCS en het FLW worden uitgekeerd. »

Art. 23. In de artikelen 25 en 35 van hetzelfde besluit worden de termen « samen met de indiening van het overeenstemmende premiedossier » gelezen als « samen met de datum waarop de overeenstemmende premieaanvraag moet worden ingediend. »

Art. 24. Artikel 98 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende tekst : « Onverminderd het recht om zich rechtstreeks tot de rechtbank te wenden, kan de aanvrager wiens aanvraag is geweigerd een verzoek indienen opdat de beslissing tot weigering zou worden herzien. Dat verzoek wordt d.m.v. een gemotiveerd schrijven aan de directeur-generaal van de administratie gericht binnen een termijn van hoogstens negentig dagen, te rekenen van de datum van kennisgeving van de beslissing tot weigering. »

Art. 25. In hetzelfde besluit wordt de bijlage vervangen door de bijlage bij onderhavig besluit.

Art. 26. Onderhavig besluit en zijn bijlage treden in werking op 1 februari 2009. Hun bepalingen zijn van toepassing op de aanvragen waarvan de eerste dag van de termijn voor de indiening van de aanvraag van in aanmerking komende investeringen, dateert van na 31 januari 2009.

In afwijking op het eerste lid is artikel 6 van onderhavig besluit van toepassing wanneer de stedenbouwkundige vergunningsaanvraag van de eengezinswoning dateert van na 31 januari 2009.

Namen, 22 december 2008.

A. ANTOINE

Bijlage

1. ALGEMENE BEPALINGEN

1.a. Energiewinning.

■ In het water :

De winning kan verricht worden hetzij in oppervlaktewateren (rivieren, vijvers, meren,...), hetzij in diepe wateren (grondwaterlagen, putten,...), op "statische" of "dynamische" wijze.

De premieaanvraag gaat vergezeld van de berekeningsnota voor het gezamenlijke systeem van energie-opneming :

— in het geval van een "dynamische" winning (door oppompen), omvat het o.a. de dimensionering van de eventuele tussenwarmtewisselaars, de vloeistofdebieten, de temperatuurdelta's, het vermogen van de hulpmiddelen...;

— in het geval van een "statische" winning (via een onder water gezette wisselaar), omvat het o.a. de dimensionering van de wisselaar, van het eventuele kunstmatig bekken of van de natuurlijke bron...

■ In de grond :

De energiewinning kan verwezenlijkt worden hetzij met een horizontaal begraven verdamper, hetzij met een warmtewisselaar met glycolwater die horizontaal of verticaal in de grond begraven is.

De premieaanvraag gaat vergezeld van de berekeningsnota voor het gezamenlijke systeem van energie-opneming :
 — bij gebruik van een tussenvloeistof zoals glycolwater, gaat het hetzij om de dimensionering van de horizontaal geplaatste warmtewisselaar, hetzij om de verticale sonde(s). De nota vermeldt o.a. het secundaire vloeistofdebiet en het vermogen van de hulpmiddelen,

— In het geval van een horizontale verdamper, gaat het om de dimensionering van die verdamper.

Bij winning d.m.v. een verticale sonde gaat het premieaanvraagformulier vergezeld van een geologisch analyserapport dat door of voor de boormaatschappij is uitgevoerd.

▪ In de buitenlucht :

In de lucht kan de energiewinning op statische of dynamische wijze verwezenlijkt worden.

De warmtepompen die de buitenlucht als energiebron gebruiken kunnen eventueel van een extra elektrische dompelaar voorzien worden daar waar warmte geloosd wordt. De dompelaar wordt onder de condensator geplaatst.

In het geval van een statische winning wordt de warmtepomp niet uitgerust met een ontdooiingssysteem, maar wordt de buitenwisselaar zonder belemmering van het zonlicht en de natuurlijke luchtstroom gericht tussen het oosten en het westen en via het zuiden.

Ook in dit geval gaat de premieaanvraag vergezeld van de berekeningsnota betreffende de dimensionering van het gezamenlijke systeem van energie-opneming. Bij gebruik van een secundaire vloeistof worden het debiet en het vermogen van de hulpmiddelen nader bepaald,

Indien een stedenbouwkundige en/of milieuvergunning vereist wordt voor de exploitatie van dat natuurlijke hulpmiddel, wordt het bewijs van de aanvaarding van de vergunning(en) bij de premieaanvraag gevoegd.

1.b. Aanvullende bepaling.

De installatie wordt uitgerust met een bijkomende elektrische meter voor de meting van het verbruik i.v.m. het gebruik van de warmtepomp.

2. WARMTEPOMP VOOR DE VERWARMING VAN EEN WONING

De reversibele warmtepompen voor de klimaatregeling van het gebouw komen niet in aanmerking voor de premie.

2.a. Energielozing.

Lozing in de omgevingslucht :

De warmtepompen die de thermische energie in de lucht lozen komen niet in aanmerking voor de premie.

Lozing d.m.v. een warmtegenererende vloeistof of water :

Lokalen mogen in geen geval d.m.v. radiatoren of convectoren verwarmd worden. Alleen een laag temperatuurvloer- of muurverwarmingssysteem en laag temperatuur ventilo-convectoren worden toegelaten in lokalen die niet als woonkamer dienen. Een extra elektrisch toestel wordt uitsluitend in de bad- of douchekamers toegelaten.

2.b. Minimale prestaties.

Om in aanmerking te komen voor de premie, voldoet de warmtepomp voor de verwarming van de woning aan een minimale prestatiecoëfficiënt die varieert naargelang de aangewende technologie.

De COP van de systemen die rechtstreeks onder de norm NBN 14511:2004 vallen, worden bepaald overeenkomstig de specificaties ervan. De door deze systemen te halen COP zijn :

Winningsbron	Energielozing	T° koude bron aan de ingang van de verdamper	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Dynamische buitenlucht	Water	Droge T° : 2 °C Vochtige T° : 1 °C	35 °C	3.1
Diepwater of oppervlaktewater	Water	10 °C (*)	35 °C	5.1
Geothermische wisselaar met glycolwater (horizontaal of verticaal)	Water	0 °C (*)	35 °C	4.3

(*) Indien een secundair circuit gebruikt wordt (tussenwisselaar en glycolwater), gaat het om de temperatuur van die tussenvloeistof aan de ingang van de verdamper.

De COP van de systemen die niet onder de norm NBN 14511:2004 vallen, worden bepaald volgens de door deze norm voorgedragen methodologie, rekening houdend met de vereisten opgenomen in onderstaande tabel.

De door deze systemen te halen COP zijn :

Winningsbron	Energielozing	T° van de lucht in contact met de wisselaar	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Statische buitenlucht	Water	Droge T° : 2 °C Vochtige T° : 1 °C	35 °C	3.1

Winningsbron	Energielozing	T° van de vloeistof bij de verdamping	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Gaswisselaar (horizontaal)	Water	- 5 °C	35 °C	4
	Gas	- 5 °C	35 °C	4

3. WARMTEPOMP VOOR DE PRODUCTIE VAN SANITAIR WARMWATER (PAC ECS)

3.a. Energielozing.

De warmteopslagballon beschikt over een opslagcapaciteit van minstens 150 liter. De ballon wordt verticaal geplaatst en de verhouding hoogte/omtrek bedraagt minstens 2 om een juiste stratificatie te hebben.

Het systeem maakt de periodieke anti-salmonella behandeling mogelijk en is uitgerust met de klassieke veiligheidsgroep.

3.b. Minimale prestaties.

Om in aanmerking te komen voor de premie, voldoet de warmtepomp voor de verwarming van sanitair warmwater aan een minimale prestatiecoëfficiënt die varieert naargelang de aangewende technologie.

De COP van de systemen die rechtstreeks onder de norm NBN EN 255-3 vallen, worden bepaald overeenkomstig de specificaties ervan. De door deze systemen te halen COP zijn :

Winningsbron	Energielozing	T° koude bron aan de ingang van de verdamper	T° warme bron	Minimale COP
Dynamische buitenlucht	Water	Droge T° : 2 °C Vochtige T° : 1 °C	Stijging in T° van 15 °C tot 45 °C	2.6
Diepwater of Oppervlaktewater	Water	10 °C (*)	Stijging in T° van 15 °C tot 45 °C	4.2
Wisselaar met glycolwater (horizontaal of verticaal)	Water	0 °C (*)	Stijging in T° van 15 °C tot 45 °C	3.5

(*) Indien een secundair circuit gebruikt wordt (tussenswisselaar en glycolwater), gaat het om de temperatuur van die tussenvloeistof aan de ingang van de verdamper.

De COP van de systemen die niet onder de norm NBN EN 255-3 vallen, worden bepaald volgens de door deze norm voorgedragen methodologie, rekening houdend met de vereisten opgenomen in onderstaande tabel.

De door deze systemen te halen COP zijn :

Winningsbron	Energielozing	T° van de lucht in contact met de wisselaar	T° warme bron	Minimale COP
Statische buitenlucht	Water	Droge T° : 2 °C Vochtige T° : 1 °C	Stijging in T° van 15 °C tot 45 °C	2.6

Winningsbron	Energielozing	T° van de vloeistof bij de verdamping	T° warme bron	Minimale COP
Gaswisselaar (horizontaal)	Water	- 5 °C	Stijging in T° van 15 °C tot 45 °C	3
	Gas	- 5 °C	Stijging in T° van 15 °C tot 45 °C	3

4. COMBI-WARMTEPOMPEN VEWARMING WONING - SANITAIR WARMWATER

De reversibele warmtepompen voor de klimaatregeling van het gebouw komen niet in aanmerking voor de premie.

4.a. Energielozing voor de verwarming van de woning.

- Lozing in de omgevingslucht :

De warmtepompen die de thermische energie in de lucht lozen komen niet in aanmerking voor de premie

- Lozing d.m.v. een warmtegenererende vloeistof of water :

Lokalen mogen in geen geval d.m.v. radiatoren of convectoren verwarmd worden. Alleen een laag temperatuurvloer- of muurverwarmingssysteem en laag temperatuur ventilo-convectoren worden toegelaten in lokalen die niet als woonkamer dienen. Een extra elektrisch toestel wordt uitsluitend in de bad- of douchekamers toegelaten

4.b. Energielozing voor de productie van sanitair warmwater.

De warmteopslagballon beschikt over een opslagcapaciteit van minstens 150 liter. De ballon wordt verticaal geplaatst en de verhouding hoogte/omtrek bedraagt minstens 2 om een juiste stratificatie te hebben.

Het systeem maakt de periodieke anti-salmonellabehandeling mogelijk en is uitgerust met de klassieke veiligheidsgroep.

4.c. Minimale prestaties.

Om in aanmerking te komen voor de premie, voldoet de combi-warmtepomp simultaan of afwisselend aan minimale prestatiecoëfficiënten die variëren naargelang de aangewende technologie.

De COP van de systemen die rechtstreeks onder de norm NBN 14511:2004 vallen, worden bepaald overeenkomstig de specificaties ervan. De door deze systemen te halen COP zijn :

Winningsbron	Energielozing	T° koude bron aan de ingang van de verdamper	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Dynamische buitenlucht	Water	Droge T° : 2 °C	35 °C	3.1
		Vochtige T° : 1 °C	45 °C	2.6
Diepwater of Oppervlaktewater	Water	10 °C (*)	35 °C	5.1
			45 °C	4.2
Wisselaar met glycolwater (horizontaal of verticaal)	Water	0 °C (*)	35 °C	4.3
			45 °C	3.5

(*) Indien een secundair circuit gebruikt wordt (tussenswisselaar en glycolwater), gaat het om de temperatuur van die tussenvloeistof aan de ingang van de verdamper.

De COP van de systemen die niet onder de norm NBN 14511:2004 vallen, worden bepaald volgens de door deze norm voorgedragen methodologie, rekening houdend met de vereisten opgenomen in onderstaande tabel.

De door deze systemen te halen COP zijn :

Winningsbron	Energielozing	T° van de lucht in contact met de wisselaar	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Statische buitenlucht	Water	Droge T° : 2 °C	35 °C	3.1
		Vochtige T° : 1 °C	45 °C	2.6

Winningsbron	Energielozing	T° van de vloeistof bij de verdamping	T° warme bron aan de uitgang van de condensator	Minimale COP
Gaswisselaar (horizontaal)	Water	- 5 °C	35 °C	4
			45 °C	3
	Gas	- 5 °C	35 °C	4
			45 °C	3

Gezien om te worden toegevoegd aan het ministerieel besluit van 22 december 2008.

Namen, 22 december 2008.

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE